

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de NANCY

**Mission de Maîtrise d'œuvre pour le
désamiantage et la mise en conformité des
systèmes de ventilation désenfumage et SSI**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Remise des dossiers des offres :

Lundi 07 juillet 2025 à 12h00

2, rue Bastien Lepage 54000 NANCY

Le présent CCAP comporte 11 pages numérotées de 1 à 11.

SOMMAIRE

Table des matières

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. OBJET DU MARCHE	3
1.2. TITULAIRE DU MARCHE	3
1.3. SOUS-TRAITANCE	3
1.4. MAITRISE D'OUVRAGE	3
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
3. CONTENU DES PRESTATIONS	4
4. PRIX	4
4.1. FORME DU PRIX	4
4.2. MODALITES DE REVISION DES PRIX :	4
4.3. T.V.A.	5
5. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	5
5.1. ACOMPTE	5
5.2. DELAIS DE PAIEMENT	8
5.3. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	8
5.4. REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS	8
5.5. REGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS	9
6. EXECUTION DE LA MISSION	9
6.1. DEFINITION DE LA MISSION	9
6.2. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS - PENALITES	9
6.2.1. Délais	9
6.2.2. Pénalités relatives à la fourniture de documents	9
6.3. MODALITES DE VALIDATION	9
6.4. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES	9
6.4.1. Modalités de fourniture des documents d'études	9
6.4.2. Délais	10
7. UTILISATION DES RESULTATS	10
8. ACHEVEMENT DE LA MISSION	10
9. RESILIATION DU MARCHE	10
10. ASSURANCES	10
10.1. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES	10
10.2. AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES	11
11. DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I et AU C.C.A.G. - MOE	11

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est un marché de prestations intellectuelles.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique, en vue de la remise simultanée de la candidature et de l'offre.

Le présent marché a pour objet la maîtrise d'œuvre pour le désamiantage et la mise en conformité des systèmes de ventilation désenfumage et SSI sur le site de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de NANCY .

1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire désigne au maître d'ouvrage en la personne de

M ou Mme

celle de l'équipe chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la coordination effective de toutes les études. Cette personne sera l'interlocutrice privilégiée du maître d'ouvrage, elle devra assister à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage et être habilitée à prendre les décisions nécessaires.

Le changement de personne habilitée ci-dessus par une personne de qualification équivalente devra être notifié par écrit immédiatement au maître d'ouvrage pour agrément.

1.3. SOUS-TRAITANCE

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

1.4. MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est représentée par ;

Madame Gaëlle PERRAUDIN Directrice de

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de NANCY

2, rue Bastien Lepage

54000 NANCY

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 au CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses annexes : 1 financière, 2 délais ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de la Maîtrise d'Oeuvre ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'annexe 3 Cadre de Réponse Technique ;

3. CONTENU DES PRESTATIONS

Voir le CCTP joint au présent marché.

4. PRIX

4.1. FORME DU PRIX

En application de l'article 10.1.1 du CCAG, les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-1.1 et 4.2.

4-1.1. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 10.1.1 la date d'établissement du prix initial correspond au mois "zéro" (m0) du marché de maîtrise d'œuvre indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement.

4-1.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

4.2. MODALITES DE REVISION DES PRIX :

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

la circulaire PM du 29/09/22, demande la suppression du terme fixe dans les formules de variation des prix avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix : Mois m_0 du marché de maîtrise d'œuvre ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au maître d'œuvre.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application de l'article 10.1.1 du CCAG, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Le prix est forfaitaire et non révisable suivant les modalités fixées à l'article 4.2 ci-après.

4.3. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.A.P. sont exprimés hors T.V.A.

5. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

5.1. ACOMPTES

Date d'exigibilité des acomptes

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux phases et aux éléments de mission définis ci-après, ainsi que leur prix, évalué en prix de base et hors TVA.

Élément(s) de mission DIA :

(1)	Exigibilité
80 %	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.1 du CCTP)
20 %	Après notification de la décision prévue à l'article 6.4.2

Élément(s) de mission AVP :

(1)	Exigibilité
80 %	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.1 du CCTP)
20 %	Après notification de la décision prévue à l'article 6.4.2

Éléments de mission PRO / DCE :

(1)	Exigibilité
80 %	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.2 du CCTP)
20 %	Après notification de la décision prévue à l'article 6.4.2

Éléments de mission ACT :

(1)	Exigibilité
30 %	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.3 du CCTP) Partie analyse des offres : après validation de la MOA du rapport d'analyse.
70 %	ACT partie analyse des offres : après notification des marchés

Élément de mission EXE :

(1)	Exigibilité
20 %	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.4 du CCTP) À l'issue de la période de préparation de chantier et approbation par La MOA du calendrier détaillé d'exécution des travaux
80 %	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $80 \% * \text{élément de mission EXE}$ <p style="text-align: center;">N</p> <p>N étant le nombre de mois prévu pour le délai d'exécution global des travaux hors période de préparation de chantier.</p> <p>Le dernier acompte étant versé après réalisation des opérations préalables à la réception</p>

Éléments de mission DET :

(1)	Exigibilité
80 %	<p>Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.5 du CCTP)</p> <p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $80\% * \frac{\text{élément de mission DET}}{N}$ <p>N étant le nombre de mois prévu pour le délai d'exécution global des travaux hors période de préparation de chantier</p> <p>Le dernier acompte étant versé après réalisation des opérations préalables à la réception.</p>
20 %	<p>Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des dernières réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.</p>

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
20 %	<p>Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.7 du CCTP)</p> <p>À l'issue de la période de préparation de chantier et approbation par le RPA du calendrier détaillé d'exécution des travaux</p>
75 %	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $75\% * \frac{\text{élément de mission OPC}}{N}$ <p>N étant le nombre de mois prévu pour le délai d'exécution global des travaux hors période de préparation de chantier</p> <p>Le dernier acompte étant versé après réalisation des opérations préalables à la réception</p>
5 %	<p>Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves</p>

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40%	Après fourniture de l'élément de mission conforme aux prescriptions (art 5.6 du CCTP) Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le titulaire.
20%	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le titulaire.
20%	Après la réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
20%	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG.

Dans le cas d'un acompte correspondant au règlement partiel d'un élément de mission, la demande d'acompte comporte le compte rendu d'avancement de cet élément de mission et le pourcentage d'avancement de son exécution.

En application de l'article R 2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Toutefois, à la demande du titulaire du marché le délai peut être ramené à un mois.

5.2. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes et du solde est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande du titulaire.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent des intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

5.3. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

5.4. REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G. – P.I.

5.5. REGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.2 du C.C.A.G. – P.I.

6. EXECUTION DE LA MISSION

6.1. DEFINITION DE LA MISSION

La présentation, les objectifs, le contenu de la mission et son déroulement sont explicitées et détaillées dans le cahier des charges du présent marché.

Une réunion initiale sera organisée lors du lancement de l'étude. Elle aura pour objet d'affiner le calendrier de la prestation, les modalités de transmission des documents, d'organisation des visites et des réunions.

6.2. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS - PENALITES

Les délais seront calculés selon les indications du cahier des charges. Les pénalités porteront sur tous les jours calendaires de retard.

6.2.1. Délais

Les délais et les points de départ des délais sont précisés à l'article 6 de l'acte d'engagement.

6.2.2. Pénalités relatives à la fourniture de documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, pour chaque phase, en cas de retard dans le rendu des documents, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé à 500 €.

6.3. MODALITES DE VALIDATION

Pour chaque rendu de documents correspondant à chacune des phases de la mission, une réunion de présentation sera organisée. Les documents rendus feront l'objet, en cours de réunion, d'observations de la part du maître d'ouvrage. Sur la base de ces observations, à l'issue de chaque réunion le titulaire devra sous 72 heures transmettre son rapport modifié.

Les modalités pratiques de ces réunions : salle, convocation, horaire, dispositions matérielles sont à la charge du maître d'ouvrage. Les supports et la présentation sous la forme d'un exposé oral sont à la charge du titulaire.

6.4. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES

6.4.1. Modalités de fourniture des documents d'études

Les documents à fournir par le titulaire, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage sur support électronique modifiable et non modifiable.

(pièces écrites au format Word, Excel ou Acrobat Reader – plans au format Autocad et PDF - pièces graphiques au format jpeg)

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

6.4.2. Délais

Conformément à l'article 28, du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage, ou de son représentant, d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir dans le délai de deux mois, étant précisé que le titulaire s'engage à soumettre les documents au maître de l'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage, ou son représentant, des documents d'étude. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage, ou son représentant, dispose, pour donner son avis après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7. UTILISATION DES RESULTATS

Il sera fait application du chapitre 6 du C.C.A.G.- P.I.

8. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des documents que le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision d'admission établie sur la demande du titulaire par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. La réception entérine le droit de transfert de propriété.

9. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 C.C.A.G. – P.I. avec les précisions suivantes :

- L'application éventuelle des stipulations du paragraphe 3 de l'article 41 du CCAG-PI sera assortie d'un abattement au moins égal à dix pour cent (10 %) de la valeur des prestations.

- Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, en vertu de l'article 22 du CCAG-PI, l'exécution du présent marché au terme de chacune des phases du présent marché. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

10. ASSURANCES

10.1. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES

Sans objet.

10.2. AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES

Le titulaire déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les prestations, et produira l'attestation d'assurance correspondante avant la notification du marché.

11. DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I et AU C.C.A.G. - MOE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du CCAG PI et à l'article 6.2.2 du CCAG MOE.

Le titulaire

(Signature et cachet)